

## Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat

### Situation initiale

Les forces aériennes suisses disposent actuellement de 56 avions de combat.

Il s'agit d'ici, plus précisément, de 30 F/A-18 C/D Hornet, qui ont été acquis en 1997.

Les 26 F-5 E/F Tiger, qui font partie de la flotte aérienne depuis 1978, sont obsolètes, car ils ne sont que d'un usage limité.

Actuellement, tous les 56 avions de combat sont en service pour trois missions principales, la garantie de la souveraineté de l'espace aérien suisse, un service de transport aérien, ainsi que pour observer le trafic aérien quotidien.

Avec la fin de leur durée d'utilisation en 2030, l'achat de nouveaux avions de combats ainsi qu'une modernisation du système de défense sol-air ont été décidés au parlement en décembre 2019.

Avec près de 90'000 signatures récoltées, un référendum a été lancé au printemps 2020.

### Qu'est-ce qui change si le peuple accepte l'acquisition de nouveaux avions de combat ?

L'Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat du 20 décembre 2019 prévoit un investissement d'une valeur plafond de six milliards de francs dans des nouveaux avions de combat.

Etant donné le délai de 2030 pour l'usage des avions et que l'acquisition fait partie d'un long processus, le Parlement a souligné l'importance de cet investissement.

Ceci est notamment dû au fait que la souveraineté de l'espace aérien suisse doit être garantie.

Au cas d'acceptation, une décision sur le type d'avion, ainsi que sur l'origine du constructeur sera pris jusqu'en 2021.

### Arguments contre le référendum

Selon l'article 58 al. 2 de la Constitution, l'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix.

En outre, elle apporte son soutien aux autorités civiles lorsqu'elles font face à une grave menace pesant sur la sécurité intérieure ou à d'autres situations d'exception.

Comme mentionné précédemment, ceci inclut notamment le maintien de la souveraineté de l'espace aérien suisse.

Chaque année, environ un million d'avions traversent la Suisse, dont 40 le font sans autorisation ou se trouvent dans un cas d'urgence qui nécessite l'intervention des avions de combat suisses.

Les partisans font d'ailleurs remarquer que la dépense de six milliards de franc n'est pas du tout exagérée, étant donné qu'une version moins chère ne pourrait pas satisfaire aux besoins.

Pour la Suisse, en tant qu'Etat neutre, cette tâche ne peut pas être exercée par

une armée d'un pays voisin comme l'Allemagne ou la France.

### Explication simple

#### Que se passerait-il en cas de refus du référendum :

En cas de refus du référendum, le projet du parlement fédéral sera effectif. Dès lors, il faudra faire un choix entre quatre types d'avions de combat et de deux systèmes de défense sol-air de longue portée proposés.

Pour les avions, il s'agira d'un choix entre l'Eurofighter allemand, le Rafale français, le F/A 18 Super Hornet américain et le F-35 A américain.

Concernant l'acquisition des systèmes de défense sol-air, il ne reste qu'un choix entre le SAMP/T français et le Patriot américain.

Finalement, l'acquisition d'avions étrangers s'accompagne d'affaires compensatoire à hauteur de 60%. Cela signifie donc que le pays vendeur des nouveaux avions de combat s'engage à faire des contre-achats de matériel suisse.

En outre, il ne faut pas oublier qu'une nouvelle guerre, bien que fortement improbable, nécessiterait des avions de combats opérationnels.

De plus, la Confédération est régulièrement hôte des événements internationaux tels que des conférences de l'ONU ou le WEF de Davos et nécessite donc un soutien aérien pour assurer la sécurité des participants de tels événements.

Sur le plan sécuritaire, une force aérienne suisse est donc indispensable.

## Arguments en faveur du référendum

La PS et les Verts voient d'un œil critique ce projet, en raison du coût élevé que représentent les 6 milliards, ne correspondant pas aux coûts effectifs du projet.

Ajoutant les coûts de maintenance pendant toute la durée du service, les coûts estimés avoisineront un montant de 24 milliards de franc.

Selon les initiateurs du référendum, une telle somme ne permettra pas de baisser les primes maladie, sécuriser l'AVS et financer une politique de protection du climat.

Par ailleurs, la situation sanitaire actuelle a créé un trou dans les caisses de l'État, ce qui va potentiellement mener ce dernier à s'endetter d'avantage.

En outre, le peuple, lors de la votation du Gripen en 2014, a déjà rejeté l'acquisition des nouveaux avions de combat, alors que les coûts se

calculaient sur 3 milliards lors de l'achat et sur 10 milliards de franc pour toute la durée de vie.

Pourquoi alors le peuple soutiendrait-il un projet encore plus large et surtout plus coûteux.

Cependant, la nécessité d'une défense aérienne ainsi que d'une « police aérienne » reste de mise. Dès lors, le PS a proposé l'acquisition d'avions M-346-FA, fabriqué par le constructeur italien « Leonardo ». Cette solution permettrait de diminuer de près de moitié le projet du parlement.

## Résumé

### But du projet

En raison d'un délai d'usage des avions de combat courant jusqu'en 2030, l'acquisition d'un nouveau modèle, ainsi que la modernisation du système de défense sol-air ont été décidés.

### Arguments en faveur du référendum

L'acquisition des avions de combat est critiquée à cause des coûts élevés initiaux et des coûts totaux de 24 milliards de franc pendant toute leur durée de vie.

Cet argent manquerait pour des autres projets, concernant notamment la politique sociale et environnementale.

### Arguments contre le référendum

Les avions de combat actuels font partie du service depuis 1978 et 1997. La nécessité d'un renouvellement de la flotte aérienne est devenue indispensable, notamment pour garantir la souveraineté de l'espace aérien suisse.

Étant donné le statut neutre de la Suisse, une dépendance des forces aériennes étrangères n'est pas envisageable.

### Position des partis politiques :

Pour l'acquisition : UDC, PLR, PDC, PBD, PVL, PE

Contre l'acquisition : Les Verts, PS

## Sources

Admin. (2020). Avions de combat - le peuple doit pouvoir se prononcer. Consulté le 2 juillet 2020 sous <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/on-en-parle/Avions-de-combat.html>

Parti démocrate-chrétien. (2020). Oui aux nouveaux avions de combat. Consulté le 2 juillet 2020 sous <https://www.cvp.ch/fr/oui-aux-nouveaux-avions-de-combat>

Parlament.ch (2020). Acquisition de nouveaux avions de combat. Arrêté fédéral. Consulté le 2 juillet 2020 sous <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20190039>

Parti socialiste (2020). Le PS luttera contre l'achat d'avions de combat luxueux par référendum. Consulté le 3 juillet 2020 sous <https://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/le-ps-luttera-contre-lachat-davions-de-combat-luxueux-par>